



NON AU « POMPIDOU HANWHA »

LES AGENT·ES DU CENTRE POMPIDOU REFUSENT L'ART-WASHING DE L'INDUSTRIE DE L'ARMEMENT

Le 4 juin prochain, le Centre Pompidou inaugurera à Séoul une nouvelle antenne exploitée sous le nom de « Pompidou Hanwha ». Derrière ce partenariat présenté comme un projet de coopération culturelle internationale se trouve pourtant l'un des principaux conglomérats sud-coréens de l'armement, dont les activités couvrent notamment la production de missiles, d'explosifs et de systèmes militaires.

Ce choix n'a rien d'anodin. **Il révèle jusqu'où les institutions culturelles publiques sont désormais prêtes à aller pour financer leur développement**, au prix d'une confusion toujours plus assumée entre diplomatie culturelle, stratégie de marque et intérêts industriels liés à l'économie de guerre.

Nous, agent-es du Centre Pompidou, refusons que le nom de notre institution soit associé à une entreprise qui prospère sur l'économie de guerre.

Depuis le début de l'offensive israélienne à Gaza après les attaques du 7 octobre 2023, plus de 50 000 Palestinien·nes ont été tué·es selon de nombreuses organisations internationales : une immense majorité de civils, parmi lesquels des milliers d'enfants, de journalistes, de soignant·es et d'enseignant·es. Des quartiers entiers ont été rasés, des hôpitaux, des universités, des camps de réfugié·es et des infrastructures culturelles bombardés. À cette destruction s'ajoute désormais une famine organisée par le blocus et l'entrave à l'aide humanitaire. Dans le même temps, les bombardements et opérations militaires s'intensifient également au sud du Liban, faisant de nouvelles victimes civiles.

Dans ce contexte, voir le Centre Pompidou s'associer à un conglomérat ayant vu sa valeur boursière exploser avec l'intensification des conflits armés et du génocide en Palestine constitue **un scandale moral et politique majeur**.

La direction assume ouvertement la dimension financière de ces partenariats internationaux, présentés comme une ressource stratégique pour l'établissement. Mais cette logique d'expansion sous dépendance croissante aux financements privés a un coût politique évident : celui d'une institution publique qui accepte désormais d'associer son nom, son prestige et son autorité symbolique à des groupes industriels directement liés à l'armement ou régulièrement mis en cause pour leurs pratiques sociales. Car Hanwha n'est malheureusement pas un cas isolé. Le récent partenariat annoncé avec **Chanel** participe de la même logique cynique. **Le groupe de luxe est régulièrement critiqué pour l'opacité de ses chaînes d'approvisionnement mondialisées et pour ses liens indirects avec des entreprises accusées d'avoir recours au travail forcé des Ouïghours en Chine.** Là encore, l'image de l'art et de la culture sert à blanchir symboliquement des intérêts économiques en opposition totale avec le droit humain.

Nous refusons que les musées deviennent des marques mondialisées offertes aux intérêts privés les plus sordides. Nous refusons que l'art serve à légitimer des multinationales qui prospèrent sur la guerre, la destruction, l'exploitation et la violence sociale. Le rôle d'un musée public n'est pas de servir de façade progressiste à des groupes industriels ou financiers usant de soft power et en quête de prestige.

Nous ressentons aujourd'hui colère, malaise et honte. Honte de voir le nom du Centre Pompidou associé à des industries de mort ou à des groupes régulièrement mis en cause pour leurs pratiques sociales. Honte de voir les discours sur l'émancipation, les avant-gardes et les solidarités internationales cohabiter avec des intérêts économiques directement liés aux logiques de domination contemporaines.

Nous demandons :

- **la rupture du partenariat avec Hanwha ;**
- **un débat public immédiat sur les critères éthiques des partenariats du Centre Pompidou ;**
- **un financement public à la hauteur des missions des institutions culturelles ;**
- **le cas échéant : la transparence complète sur les accords financiers liant le Centre Pompidou à Hanwha et à ses autres grands partenaires privés.**

La culture ne peut pas devenir le vernis humaniste de l'économie de guerre.